

Les mines africaines : esclavage, violation des droits et enfants enterrés

samedi 8 septembre 2012, par [BRANDOLI Javier](#) (Date de rédaction antérieure : 30 août 2012).

Sommaire

- [Systématiquement frappés](#)
- [Immigrants illégaux...](#)
- [Les « grands » impliqués, les](#)

A Marikana, la ville d'Afrique du Sud où 34 mineurs sud-africains qui protestaient contre les bas salaires ont perdu la vie sous les balles de la police, le voile s'est levé sur la réalité des mineurs africains. Le pays le plus riche d'Afrique - il détient presque le quart du PIB du continent - connaît la honte de milliers de travailleurs parqués dans des baraquements de tôle et carton, sans eau ni courant électrique, avec des latrines communes constituées de simples trous dans le sol et sans aucune possibilité, pour ceux qui ont le privilège de les avoir auprès d'eux, d'envoyer leurs enfants à l'école. Et le tout pour 400 euros par mois ! Cependant, leur situation et leur salaire sont un rêve pour les mineurs des autres pays de la région.

Au Zimbabwe la dénonciation des « bloody diamonds » a mis en très grande difficulté le Processus de Kimberley (PK), l'organisme qui a été créé pour combattre les violations réitérées des droits humains liées au commerce des pierres précieuses. Fondé en 2003, le PK vise à empêcher que le commerce de diamants ne finance les conflits armés et que les droits des mineurs ne soient piétinés par l'imposition d'un régime de semi-esclavage.

Systématiquement frappés

En 2009, le PK a interdit le commerce des diamants des mines de Marangue. En 2008, 200 personnes y étaient décédées tandis que des centaines d'autres avaient été victimes de violations des droits de la part des troupes du Zimbabwe, qui avaient investi la mine pour écraser une révolte. En 2011, à la surprise des ONG présentes dans la région, le PK a autorisé la reprise du commerce des diamants de Marangue, sous la pression de pays comme la Chine, qui y détient de juteux contrats qu'elle partage fifty-fifty avec le gouvernement du Zimbabwe.

« Les travailleurs sont systématiquement frappés, ils sont soumis à une exploitation cruelle et vivent dans des conditions quasi animales » dénoncent les mouvements sociaux, tandis que se multiplient les récits de passages à tabac et meurtres de ceux qui ont osé s'enfuir. Mais aucune des dénonciations des ONG (...) n'a pu paralyser le juteux commerce.

Immigrants illégaux...

Dans la richissime Angola, où pétrole et diamants jaillissent du sol aussi vite qu'explosent les comptes en banque de ses dirigeants, l'ONG italienne CISP dénonce le traitement vexatoire et les

conditions d'esclavage que subissent les Congolais qui travaillent dans une mine fluviale. Chassés du Congo voisin par la misère, ils sont employés pour ramasser les diamants à la main dans les rivières.

Leur quotidien est fait de constants sévices. Régulièrement, les eaux de la rivière charrient les cadavres de ceux sur lesquels les soldats angolais surveillant le travail ont tiré, tandis que les femmes sont systématiquement violées par les milices. « Nous accueillons des personnes qui rampent, blessées, malades de malaria. Les gardes les tirent comme des lapins, on les déporte à des centaines de kilomètres de chez eux pour leur faire passer l'envie de s'enfuir », dénonce Antonio Mangia, coopérant du CISP. Ce à quoi le ministre des Affaires extérieures de l'Angola, José Fernandes, réplique qu'il s'agit « d'immigrants illégaux qui viennent nous voler nos richesses, ce qu'aucun pays au monde n'accepterait »...

Les « grands » impliqués, les petits enterrés vivants

En juin, le tout jeune syndicat minier mondial, Industries All Global Union, dénonçait une des grandes compagnies du secteur, la toute-puissante Rio Tinto, dont le bénéfice annuel est de 15 milliards de dollars. « *L'activité de Rio Tinto en Afrique est avant tout une histoire de communautés déplacées, de violation des droits humains, de promesses non tenues, d'arrangements fort avantageux avec les dictateurs locaux et de répression des syndicats* », expliquait alors Jyrki Raina, le secrétaire général du syndicat.

A titre d'exemple, « *au Mozambique, des communautés entières ont été déplacées vers des lieux sans accès à l'eau et à la nourriture pour pouvoir creuser des mines de charbon, sans que les indemnités promises soient versées. Quant aux mines de Rössing, en Namibie, les conditions d'hygiène y sont exécrables et les travailleurs ne bénéficient d'aucune formation* ».

Les enfants sont une part non négligeable de ces damnés de la mine. Dans la partie occidentale du Sahel, ils sont 200' 00 dans les exploitations minières. Dans le seul Congo, on les estime au nombre de 40 000. Leur grande qualité est leur taille : ils peuvent se faufiler et travailler dans des fentes de la roche dans lesquelles les adultes ne pourraient pas entrer. Ils y passent des heures à respirer des gaz toxiques, entourés de roche, enterrés vivants dès l'âge de cinq ans.

C'est aussi cela, le panorama de la réalité minière africaine. Mais ce qui s'est passé en Afrique du Sud, honteux et inhumain, est un rêve pour le reste d'un continent dans lequel il faut des morts et des caméras de télévision pour faire bouger les consciences du reste de la planète. (...)

Javier Brandoli, depuis Maputo

P.-S.

* Article de Javier Brandoli paru dans El Confidencial du 30 août 2012, traduction et intertitres de la rédaction de L'Anticapitaliste.

<http://www.gauche-anticapitaliste.ch/?p=7425#more-7425>